

# Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 29 mai 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

## Communiqués

---

<b>Emploi, rémunération et heures de travail, mars 2014</b>	2
La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 933 \$ en mars, en hausse de 0,7 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 3,1 %.	
<b>Balance des paiements internationaux du Canada, premier trimestre de 2014</b>	9
Le déficit du compte courant du Canada (après désaisonnalisation) s'est rétréci de 3,3 milliards de dollars pour atteindre 12,4 milliards de dollars au premier trimestre.	
Étude : L'écart de revenus entre les immigrants très instruits et ceux qui le sont moins à l'arrivée au Canada, 1984 à 2007	18
Les scieries, mars 2014	20
Disponibilité des aliments, 2013	21
Coup d'œil sur l'agriculture canadienne, année de recensement 2011	22
<b>Nouveaux produits et études</b>	23

---



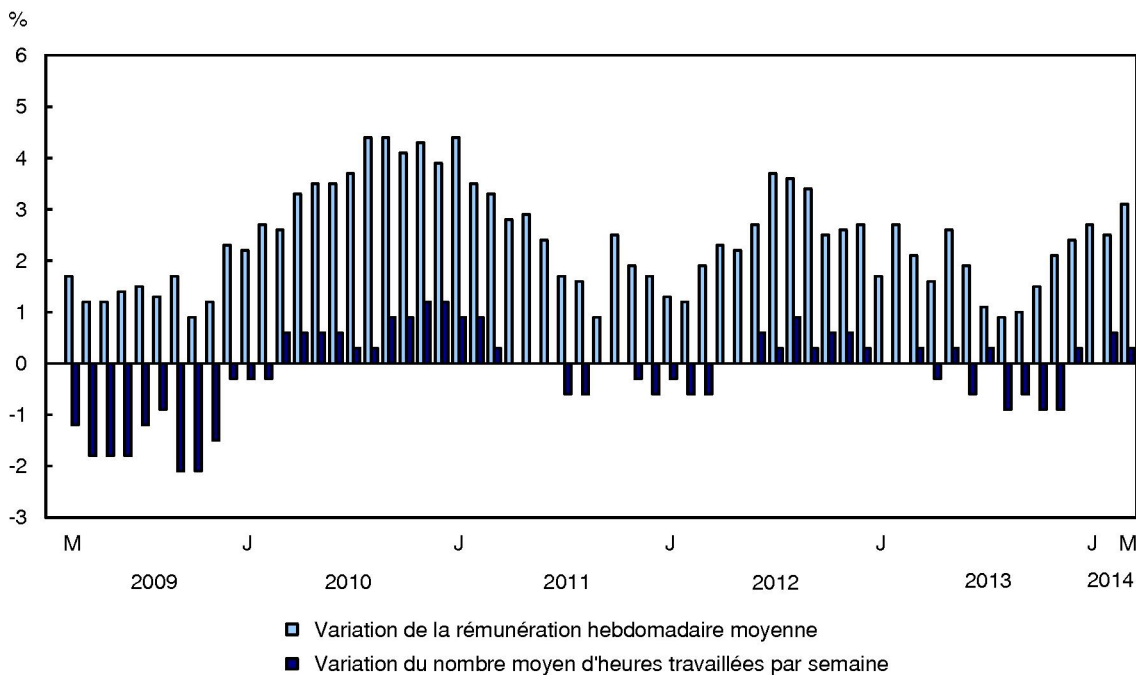
## Communiqués

### Emploi, rémunération et heures de travail, mars 2014

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 933 \$ en mars, en hausse de 0,7 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 3,1 %.

#### Graphique 1

Variation d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre moyen d'heures travaillées par semaine



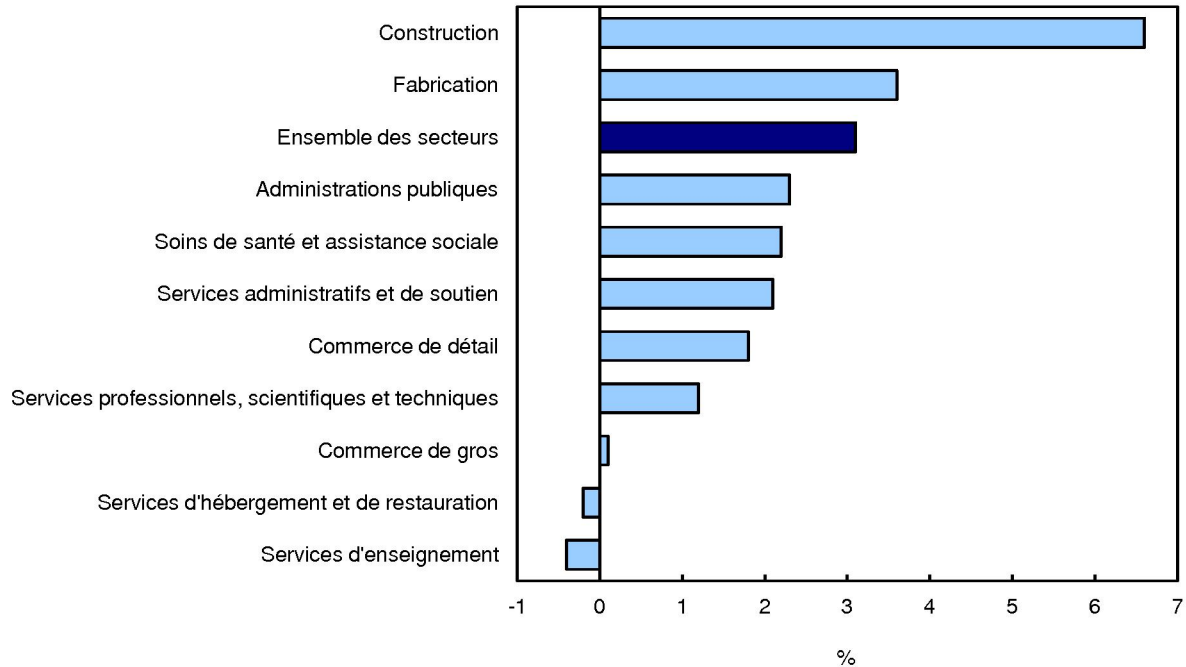
La hausse de 3,1 % de la rémunération hebdomadaire au cours des 12 mois ayant pris fin en mars s'explique par divers facteurs, y compris la croissance des salaires, les variations de la composition de l'emploi par secteur, par profession et par niveau d'expérience de travail ainsi que le nombre moyen d'heures travaillées par semaine. En mars, les employés salariés non agricoles ont travaillé 33,0 heures par semaine en moyenne, soit autant d'heures que le mois précédent et un peu plus que la moyenne de 32,9 heures observée un an plus tôt.

#### Rémunération hebdomadaire moyenne par secteur

La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne entre mars 2013 et mars 2014 a été supérieure à la moyenne nationale dans 2 des 10 principaux secteurs d'activité, soit la construction et la fabrication.

**Graphique 2**

**Variation d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne dans les 10 principaux secteurs, mars 2013 à mars 2014**



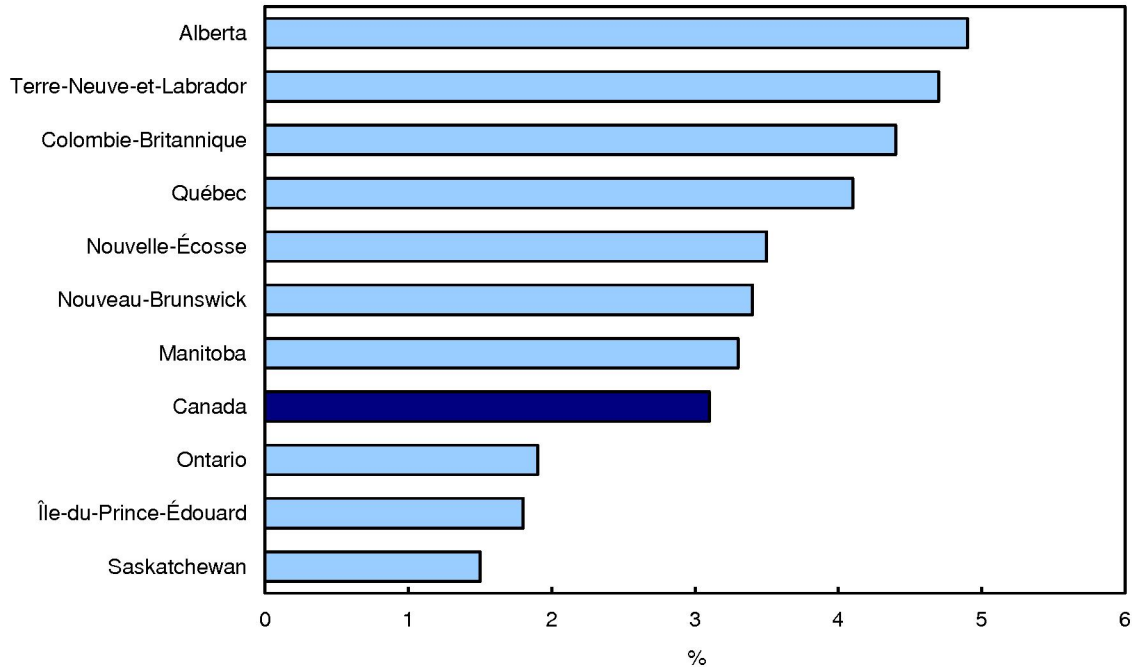
Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur de la construction a progressé de 6,6 % pour atteindre 1 215 \$, et toute la hausse s'est produite avant octobre 2013. Durant la période de 12 mois, la croissance s'est répartie dans toutes les industries de ce secteur.

Au cours des 12 mois ayant pris fin en mars, la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur de la fabrication a augmenté de 3,6 % pour s'établir à 1 041 \$. Les plus fortes hausses d'une année à l'autre ont été notées dans la fabrication d'aliments et la fabrication de machines.

**Rémunération hebdomadaire moyenne par province**

La rémunération des employés salariés non agricoles a augmenté dans toutes les provinces au cours des 12 mois ayant pris fin en mars. Les plus fortes hausses ont été observées en Alberta, à Terre-Neuve-et-Labrador, en Colombie-Britannique et au Québec, alors que la Saskatchewan a affiché la plus faible croissance.

**Graphique 3**  
**Croissance d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne par province,**  
**mars 2013 à mars 2014**



De mars 2013 à mars 2014, la rémunération hebdomadaire moyenne en Alberta a progressé de 4,9 % pour atteindre 1 147 \$, et la progression s'est répartie dans la plupart des secteurs.

À Terre-Neuve-et-Labrador, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 4,7 % au cours des 12 mois ayant pris fin en mars pour s'établir à 993 \$, et des hausses notables ont été enregistrées dans les services professionnels, scientifiques et techniques, dans le transport et l'entreposage, dans les services d'enseignement et dans les soins de santé et l'assistance sociale.

Après le récent creux de 863 \$ observé en mars 2013, la rémunération hebdomadaire moyenne en Colombie-Britannique a progressé de 4,4 % pour s'établir à 901 \$ en mars 2014. La progression dans cette province s'est répartie dans la plupart des secteurs.

Au Québec, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 4,1 %, passant du creux récent de 808 \$ observé en mars 2013 à 842 \$ en mars 2014. Toute la hausse s'est produite au cours des 2 premiers mois de cette période de 12 mois.

En Saskatchewan, la rémunération hebdomadaire moyenne se chiffrait à 961 \$ en mars 2013 avant de diminuer pour se fixer à près de 950 \$ en moyenne pendant le reste de 2013. Les hausses notées au cours des derniers mois ont fait augmenter la moyenne à 976 \$ en mars, ce qui représente une croissance d'une année à l'autre de 1,5 %.

## Emploi salarié non agricole par secteur

Le nombre total d'employés salariés non agricoles a diminué de 45 300 en mars, après avoir connu une baisse de 24 200 en février. Les baisses les plus marquées en mars ont été enregistrées dans le secteur de la construction, dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, dans le transport et l'entreposage, dans le secteur de la fabrication ainsi que dans les services d'enseignement. Parallèlement, l'emploi salarié a augmenté dans les services professionnels, scientifiques et techniques, dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz de même que dans celui des services immobiliers, de location et de location à bail.

Malgré les reculs observés au cours des derniers mois, le nombre d'employés salariés non agricoles a augmenté de 52 600, ou de 0,3 %, par rapport à mars 2013.

Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (+2,3 %) a affiché le taux de croissance le plus élevé sur 12 mois, suivi du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (+1,7 %), des services d'hébergement et de restauration (+1,6 %), puis des services immobiliers, de location et de location à bail (+1,5 %). Au cours de la même période, l'emploi a diminué dans le secteur de la fabrication (-1,8 %), dans les services publics (-1,6 %) et dans le secteur de l'information et de la culture (-1,1 %).

### Note aux lecteurs

*L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est une combinaison d'un recensement des retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada et des résultats de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, laquelle recueille de l'information auprès d'un échantillon de 15 000 établissements. Son principal objectif est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, du nombre d'emplois et du nombre d'heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.*

*Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Cette analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.*

*Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont l'objectif premier est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle du taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.*

*À la suite de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances affichées par les données sont assez semblables.*

*À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. L'élimination de l'effet des variations saisonnières facilite les comparaisons. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé « La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques ».*

*Les données sur les employés rémunérés non agricoles portent sur tous les employés rémunérés à l'heure et les salariés, ainsi que sur la catégorie des « autres employés », qui comprend les employés payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.*

*Les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les employés rémunérés à l'heure et les salariés, et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).*

*Toutes les données sur la rémunération comprennent les heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre d'employés.*

*Dans chaque communiqué, les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les données du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à demander et à utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.*

**Tableau 1**  
**Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés – Données désaisonnalisées**

	Mars 2013	Février 2014 <sup>r</sup>	Mars 2014 <sup>P</sup>	Février à mars 2014	Mars 2013 à mars 2014	Février à mars 2014	Mars 2013 à mars 2014
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
<b>Ensemble des secteurs<sup>1</sup></b>	<b>904,40</b>	<b>926,13</b>	<b>932,69</b>	<b>6,56</b>	<b>28,29</b>	<b>0,7</b>	<b>3,1</b>
Foresterie, exploitation et soutien	1 071,48	946,75	996,68	49,93	-74,80	5,3	-7,0
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	1 812,52	1 951,00	2 050,61	99,61	238,09	5,1	13,1
Services publics	1 620,41	1 726,64	1 708,92	-17,72	88,51	-1,0	5,5
Construction	1 139,30	1 223,07	1 214,61	-8,46	75,31	-0,7	6,6
Fabrication	1 004,82	1 025,12	1 041,02	15,90	36,20	1,6	3,6
Commerce de gros	1 088,86	1 099,43	1 089,76	-9,67	0,90	-0,9	0,1
Commerce de détail	524,61	536,04	533,88	-2,16	9,27	-0,4	1,8
Transport et entreposage	950,66	978,48	988,32	9,84	37,66	1,0	4,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 121,03	1 226,50	1 228,87	2,37	107,84	0,2	9,6
Finance et assurances	1 095,03	1 170,67	1 203,42	32,75	108,39	2,8	9,9
Services immobiliers, de location et de location à bail	831,18	921,07	922,09	1,02	90,91	0,1	10,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 277,48	1 302,94	1 292,34	-10,60	14,86	-0,8	1,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 281,81	1 354,12	1 396,28	42,16	114,47	3,1	8,9
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	751,99	760,74	768,14	7,40	16,15	1,0	2,1
Services d'enseignement	992,42	973,28	988,43	15,15	-3,99	1,6	-0,4
Soins de santé et assistance sociale	836,80	854,27	855,09	0,82	18,29	0,1	2,2
Arts, spectacles et loisirs	553,77	593,03	618,32	25,29	64,55	4,3	11,7
Services d'hébergement et de restauration	369,07	367,78	368,17	0,39	-0,90	0,1	-0,2
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	750,25	741,44	739,90	-1,54	-10,35	-0,2	-1,4
Administrations publiques	1 169,76	1 192,96	1 196,11	3,15	26,35	0,3	2,3
<b>Provinces et territoires</b>							
Terre-Neuve-et-Labrador	948,48	972,48	992,79	20,31	44,31	2,1	4,7
Île-du-Prince-Édouard	749,44	767,36	762,89	-4,47	13,45	-0,6	1,8
Nouvelle-Écosse	786,76	819,58	814,26	-5,32	27,50	-0,6	3,5
Nouveau-Brunswick	792,33	822,70	819,13	-3,57	26,80	-0,4	3,4
Québec	808,30	837,24	841,77	4,53	33,47	0,5	4,1
Ontario	917,76	933,19	935,16	1,97	17,40	0,2	1,9
Manitoba	829,76	854,44	857,45	3,01	27,69	0,4	3,3
Saskatchewan	961,11	967,92	975,99	8,07	14,88	0,8	1,5
Alberta	1 094,04	1 127,06	1 147,14	20,08	53,10	1,8	4,9
Colombie-Britannique	863,23	887,95	901,13	13,18	37,90	1,5	4,4
Yukon	995,77	1 013,90	1 009,63	-4,27	13,86	-0,4	1,4
Territoires du Nord-Ouest	1 297,58	1 342,44	1 385,96	43,52	88,38	3,2	6,8
Nunavut	995,94	1 082,53	1 104,38	21,85	108,44	2,0	10,9

<sup>r</sup> révisé

<sup>P</sup> provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

**Note(s) :** Tableau de CANSIM connexe 281-0063. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.

**Tableau 2**  
**Nombre de salariés – Données désaisonnalisées**

	Mars 2013	Février 2014 <sup>r</sup>	Mars 2014 <sup>P</sup>	Février à mars 2014	Mars 2013 à mars 2014	Février à mars 2014	Mars 2013 à mars 2014
	milliers			variation en milliers		variation en %	
<b>Ensemble des secteurs<sup>1</sup></b>	<b>15 360,0</b>	<b>15 457,9</b>	<b>15 412,6</b>	<b>-45,3</b>	<b>52,6</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,3</b>
Foresterie, exploitation et soutien	39,3	39,2	38,9	-0,3	-0,4	-0,8	-0,9
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	225,0	228,5	230,1	1,6	5,1	0,7	2,3
Services publics	120,4	117,7	118,4	0,7	-2,0	0,6	-1,6
Construction	955,2	969,0	958,3	-10,7	3,1	-1,1	0,3
Fabrication	1 498,9	1 477,5	1 471,9	-5,6	-27,0	-0,4	-1,8
Commerce de gros	767,9	772,8	770,3	-2,5	2,4	-0,3	0,3
Commerce de détail	1 911,8	1 914,2	1 909,5	-4,7	-2,3	-0,2	-0,1
Transport et entreposage	712,3	723,6	717,9	-5,7	5,6	-0,8	0,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	323,9	319,4	320,4	1,0	-3,5	0,3	-1,1
Finance et assurances	699,7	704,8	703,3	-1,5	3,6	-0,2	0,5
Services immobiliers, de location et de location à bail	267,3	269,8	271,4	1,6	4,1	0,6	1,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	812,9	822,3	824,1	1,8	11,2	0,2	1,4
Gestion de sociétés et d'entreprises	107,6	103,1	102,7	-0,4	-4,9	-0,4	-4,5
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	761,4	773,8	771,0	-2,8	9,6	-0,4	1,3
Services d'enseignement	1 195,7	1 213,7	1 208,3	-5,4	12,6	-0,4	1,1
Soins de santé et assistance sociale	1 734,2	1 772,0	1 764,0	-8,0	29,8	-0,5	1,7
Arts, spectacles et loisirs	252,6	255,5	254,8	-0,7	2,2	-0,3	0,9
Services d'hébergement et de restauration	1 166,4	1 187,8	1 184,8	-3,0	18,4	-0,3	1,6
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	535,3	541,2	537,2	-4,0	1,9	-0,7	0,4
Administrations publiques	1 040,7	1 045,5	1 043,5	-2,0	2,8	-0,2	0,3
<b>Provinces et territoires</b>							
Terre-Neuve-et-Labrador	214,6	216,1	214,5	-1,6	-0,1	-0,7	-0,1
Île-du-Prince-Édouard	63,4	63,6	63,1	-0,5	-0,3	-0,8	-0,3
Nouvelle-Écosse	404,4	400,2	399,2	-1,0	-5,2	-0,2	-1,3
Nouveau-Brunswick	309,7	302,7	301,9	-0,8	-7,8	-0,2	-2,5
Québec	3 474,3	3 469,2	3 464,0	-5,2	-10,3	-0,1	-0,3
Ontario	5 828,0	5 877,8	5 846,5	-31,3	18,5	-0,5	0,3
Manitoba	584,7	577,1	575,1	-2,0	-9,6	-0,3	-1,6
Saskatchewan	475,7	480,8	480,5	-0,3	4,8	-0,1	1,0
Alberta	1 970,3	2 021,1	2 018,3	-2,8	48,0	-0,1	2,4
Colombie-Britannique	1 973,8	1 988,4	1 989,1	0,7	15,3	0,0	0,8
Yukon	20,9	21,5	21,6	0,1	0,7	0,6	3,5
Territoires du Nord-Ouest	28,3	28,1	27,4	-0,7	-0,9	-2,3	-3,1
Nunavut	11,8	11,4	11,4	0,0	-0,4	-0,4	-3,5

<sup>r</sup> révisé

<sup>P</sup> provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Tableau de CANSIM connexe 281-0063.

**Données offertes dans CANSIM : tableaux 281-0023, 281-0026, 281-0029, 281-0032, 281-0035, 281-0037, 281-0039, 281-0047 à 281-0049 et 281-0063.**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.**

Il est possible de consulter un [tableau de données](#) à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Les données d'avril sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 26 juin.

Il est possible d'obtenir plus d'information en ligne sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G)*, à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Emmanuelle Bourbeau au 613-951-3007 ([emmanuelle.bourbeau@statcan.gc.ca](mailto:emmanuelle.bourbeau@statcan.gc.ca)), Division de la statistique du travail.



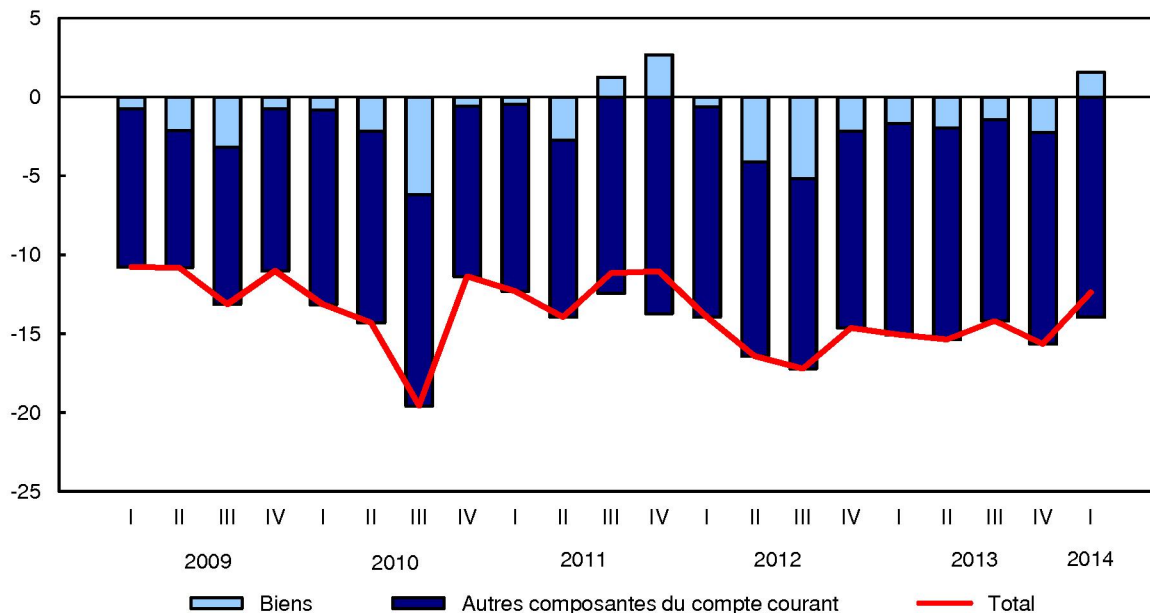
## Balance des paiements internationaux du Canada, premier trimestre de 2014

Le déficit du compte courant du Canada (après désaisonnalisation) s'est rétréci de 3,3 milliards de dollars pour atteindre 12,4 milliards de dollars au premier trimestre. Cette augmentation était surtout attribuable à l'amélioration du solde du commerce des biens, qui a enregistré un premier excédent en plus de deux ans.

Dans le compte financier (en données non désaisonnalisées), l'augmentation des dépôts en devises étrangères placés par les non-résidents au Canada a été, pour un deuxième trimestre d'affilée, le principal facteur de contribution aux rentrées de fonds dans l'économie canadienne.

### Graphique 1 Soldes du compte courant

milliards de dollars



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées.

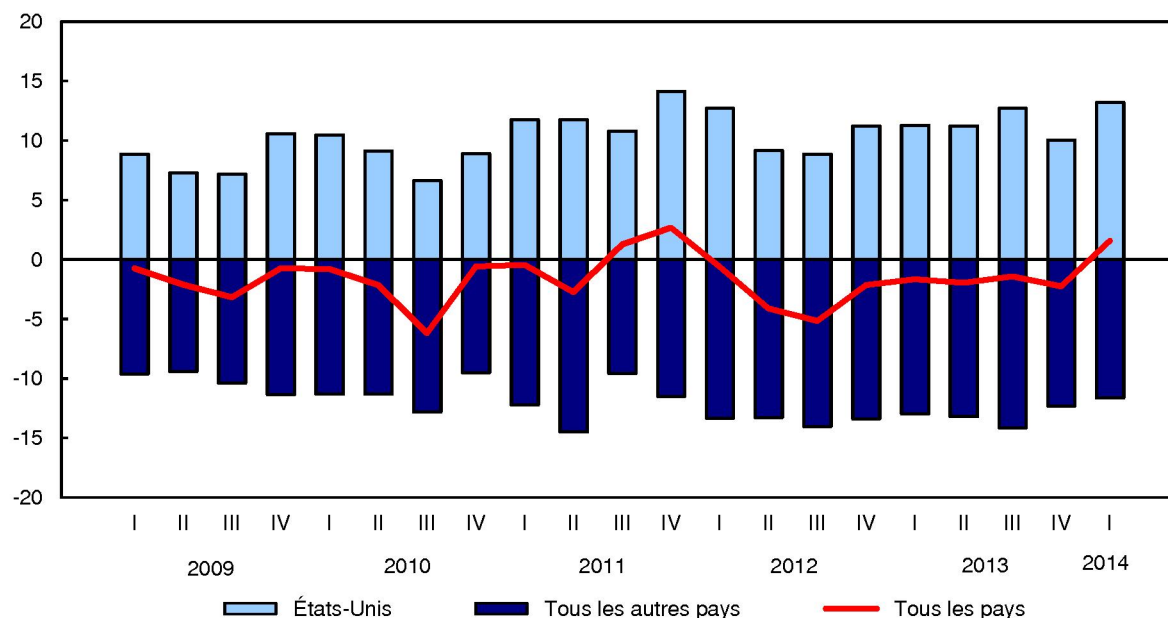
## Compte courant

### La balance commerciale des biens revient à une position d'excédent

La balance du commerce international des biens a affiché un excédent de 1,6 milliard de dollars au premier trimestre, après un déficit de 2,2 milliards de dollars au trimestre précédent. Il s'agissait du premier excédent global depuis la fin de 2011. Sur une base géographique, l'excédent commercial avec les États-Unis s'est élargi de 3,1 milliards de dollars pour s'établir à 13,2 milliards de dollars à la faveur des exportations de produits énergétiques. Le déficit par rapport à tous les autres pays s'est replié pour un deuxième trimestre consécutif.

## Graphique 2 Soldes des biens par zones géographiques

milliards de dollars



**Note(s) :** Les données sont désaisonnalisées.

Les exportations totales de biens se sont accrues de 6,5 milliards de dollars pour se chiffrer à 127,7 milliards de dollars au premier trimestre, soit le plus haut niveau depuis le troisième trimestre de 2008. Les exportations de produits énergétiques ont augmenté de 6,0 milliards de dollars. Le pétrole brut s'est accru de 2,6 milliards de dollars, sous l'effet des prix et des volumes plus élevés. Les exportations de gaz naturel ont crû de 3,0 milliards de dollars, surtout en raison d'une hausse marquée des prix. Les produits automobiles ont fléchi de 0,6 milliard de dollars, en raison de la baisse des volumes d'automobiles exportées. Cette diminution a été le principal élément contribuant à la baisse générale des volumes de biens exportés au cours du trimestre.

Les importations totales de biens ont augmenté de 2,7 milliards de dollars pour atteindre 126,2 milliards de dollars, et ce, malgré des volumes inférieurs enregistrés dans la majorité des catégories de produits. Les importations de produits énergétiques ont progressé de 1,0 milliard de dollars, surtout en raison des volumes plus élevés de produits pétroliers raffinés. Les autres produits énergétiques ont également augmentés, mais en raison de prix plus élevés. Les produits métalliques et les minéraux non métalliques se sont accrues de 0,9 milliard de dollars, principalement sous l'effet de la hausse des volumes de métaux précieux. Les machines et le matériel industriels et leurs pièces ont progressé de 0,9 milliard de dollars. Ces augmentations ont été tempérées par une baisse des volumes de produits de l'automobile, les pièces représentant la majeure partie de la réduction de 0,7 milliard de dollars de cette catégorie.

### Élargissement du déficit au chapitre du commerce des services

Le déficit dans les transactions internationales liées aux services a augmenté de 0,4 milliard de dollars pour passer à 6,3 milliards de dollars au premier trimestre. Ce changement s'est reflété dans les trois grandes catégories de services.

L'excédent au chapitre des services commerciaux s'est replié de 0,2 milliard de dollars, les importations s'étant accrues davantage que les exportations. Les services financiers ont progressé aussi bien pour les importations que les exportations. Le déficit au chapitre des voyages internationaux a légèrement augmenté de 0,1 milliard de dollars, surtout en raison de la hausse des dépenses des Canadiens voyageant à l'étranger. Le déficit des transports a également légèrement augmenté de 0,1 milliard de dollars, en raison de l'accroissement des paiements liés au transport par eau des biens.

### **Légère baisse du déficit des revenus de placements**

Le déficit au chapitre des revenus de placements transfrontaliers a légèrement reculé pour atteindre 6,6 milliards de dollars au premier trimestre. Les hausses des recettes ont dépassé celles des paiements pendant le trimestre.

Du côté des recettes, les gains des investisseurs canadiens au chapitre de leurs avoirs en titres étrangers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars en raison d'une hausse des dividendes et des intérêts. Les bénéfices des investisseurs directs canadiens sur leurs opérations à l'étranger étaient pratiquement inchangés au cours du trimestre. Les revenus sur les actifs des banques ont expliqué le reste de l'augmentation des recettes.

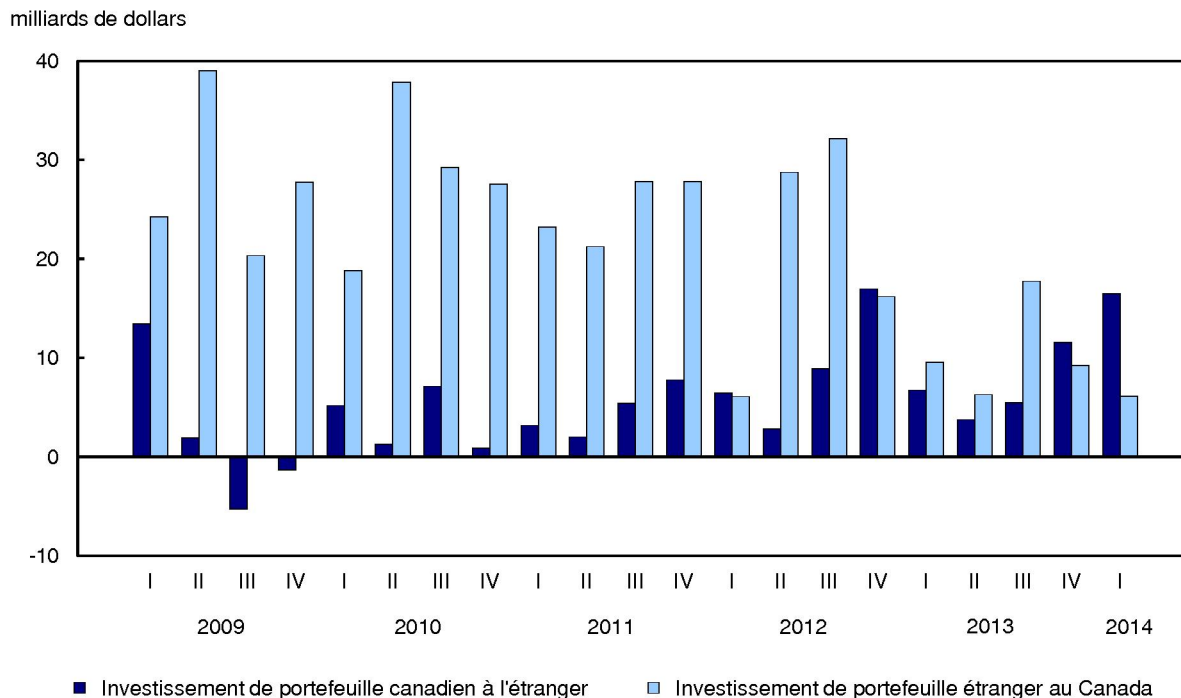
Du côté des paiements, les bénéfices réalisés par les investisseurs directs étrangers sur leurs opérations au Canada se sont accrus de 0,5 milliard de dollars. De plus, les intérêts payés aux non-résidents sur leurs avoirs en obligations canadiennes étaient plus élevés, surtout ceux des obligations de sociétés libellées en devises étrangères.

## **Compte financier**

### **Les investissements canadiens en titres étrangers excèdent les investissements étrangers en titres canadiens**

Les opérations dans la catégorie des investissements de portefeuille du compte financier ont donné lieu à une sortie nette de fonds de 10,4 milliards de dollars au premier trimestre, la plus élevée depuis le quatrième trimestre de 2007.

### Graphique 3 Investissement de portefeuille étranger



Du côté des actifs, les investisseurs canadiens ont acquis pour 16,5 milliards de dollars de titres étrangers, près des deux tiers en actions. Il s'agissait du plus important investissement du genre en cinq ans, lequel a été concentré dans les actions étrangères non américaines. Les investisseurs canadiens ont également accru leurs avoirs en obligations étrangères de 6,0 milliards de dollars, ce qui a constitué un huitième trimestre d'investissement consécutif.

Du côté du passif, les investissements étrangers en titres canadiens ont ralenti pour s'établir à 6,1 milliards de dollars, le plus faible niveau en deux ans. Les non-résidents ont continué à réallouer des fonds des titres des administrations publiques vers les titres de sociétés pendant le trimestre.

Les investisseurs étrangers ont surtout acquis des actions canadiennes, ajoutant 7,6 milliards de dollars à leur portefeuille, pendant que les marchés boursiers gagnaient 5,2 % pour atteindre le niveau le plus élevé depuis juin 2008. Il s'agissait du quatrième trimestre consécutif d'investissement dans les actions canadiennes, les achats totalisant 36,3 milliards de dollars pendant cette période.

Dans le marché canadien des titres d'emprunt, les investisseurs étrangers ont retiré d'importants montants du marché monétaire pour un deuxième trimestre d'affilée. Les avoirs ont diminué de 5,2 milliards de dollars, surtout sous forme de remboursements de bons du Trésor fédéral. Par ailleurs, les acquisitions étrangères d'obligations canadiennes se sont chiffrées à 3,7 milliards de dollars, surtout des obligations de sociétés libellées en devises étrangères, les acquisitions ayant été modérées par la diminution continue des avoirs en obligations du gouvernement fédéral.

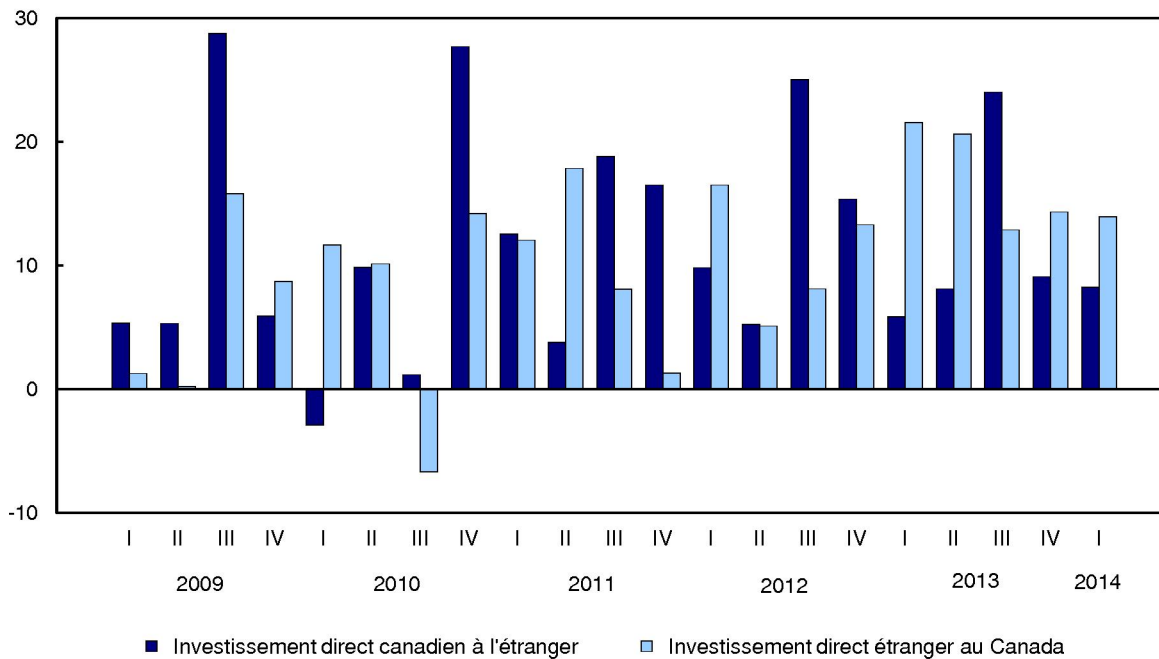
Les taux d'intérêt canadiens à long terme ont diminué de 27 points de base au premier trimestre, et le dollar canadien a continué à se déprécier par rapport au dollar américain, baissant de 3,6 cents américains entre décembre 2013 et mars 2014.

## Les investissements directs au Canada dépassent les investissements directs à l'étranger

Le compte des investissements directs a enregistré une rentrée nette de fonds dans l'économie canadienne pour un deuxième trimestre d'affilée. Les investissements directs étrangers au Canada ont été de 13,9 milliards de dollars, en faible baisse par rapport au niveau d'activité du trimestre précédent. Les investisseurs directs étrangers autres qu'américains ont contribué à la majeure partie des rentrées de fonds, qui étaient partagées également entre les activités de fusions/d'acquisitions et les autres opérations.

### Graphique 4 Investissement direct étranger

milliards de dollars



Les investissements directs canadiens à l'étranger ont ralenti pour passer à 8,2 milliards de dollars, le plus faible niveau en trois trimestres. Les opérations de fusions et d'acquisitions représentaient la moitié de l'investissement. La majeure partie de l'investissement a ciblé le secteur de la finance et des assurances.

### Les autres investissements dominent les rentrées de fonds de l'étranger

Les opérations dans la catégorie des autres investissements du compte financier ont généré une rentrée nette de fonds de 19,9 milliards de dollars au premier trimestre. Pour un deuxième trimestre d'affilée, cette activité était en grande partie attribuable à une augmentation des dépôts en devises étrangères détenus par les non-résidents au Canada. Ces rentrées de fonds ont été tempérées par une hausse de 4,7 milliards de dollars des réserves officielles internationales du Canada.

## Note aux lecteurs

La **balance des paiements internationaux** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents dans trois comptes, soit le compte courant, le compte capital ainsi que le compte financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions liées aux biens, aux services, à la rémunération des employés, aux revenus découlant des placements et aux revenus secondaires (transferts courants).

Les données du **compte courant** dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé « La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques ».

Le **compte capital** porte sur les transferts de capitaux et les transactions d'actifs non produits non financiers.

Le **compte financier** porte sur les transactions liées à des actifs et des passifs financiers.

En principe, un prêt net (+) / emprunt net (-) provenant de la somme du compte courant et du compte capital correspond à un prêt net (+) / emprunt net (-) provenant du compte financier. En pratique, cela est rarement le cas, puisque les données sont compilées à partir d'une multitude de sources. Cela donne donc lieu à une erreur de mesure. La **divergence** (erreurs et omissions nettes) est l'entrée ou la sortie nette non observée.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de la balance des paiements, veuillez consulter « [La foire aux questions](#) » du module Système des comptes macroéconomiques de notre site Web. Le module présente également les plus récentes statistiques de la balance des paiements.

**Tableau 1**  
**Balance des paiements – Données non désaisonnalisées**

	Premier trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	2012	2013
millions de dollars							
<b>Compte capital et compte courant</b>							
<b>Prêt net / emprunt net, des comptes courant et capital</b>	<b>-15 210</b>	<b>-16 456</b>	<b>-14 179</b>	<b>-14 494</b>	<b>-13 191</b>	<b>-62 354</b>	<b>-60 340</b>
Soldes du compte courant	-15 166	-16 455	-14 174	-14 492	-13 187	-62 215	-60 287
Biens et services	-7 195	-9 533	-8 364	-6 609	-3 918	-36 221	-31 702
Biens	635	-2 710	-3 900	-1 313	3 969	-12 016	-7 287
Services	-7 830	-6 824	-4 464	-5 296	-7 887	-24 205	-24 415
Revenus primaires	-6 143	-7 033	-4 838	-8 211	-7 828	-22 448	-26 225
Rémunération des salariés	-514	-540	-556	-530	-518	-2 037	-2 139
Revenus de placements	-5 630	-6 493	-4 282	-7 681	-7 309	-20 411	-24 086
Revenus d'investissements directs	-42	-681	848	-1 578	-1 980	260	-1 453
Revenus d'investissements de portefeuille	-4 814	-4 956	-4 961	-4 998	-4 861	-19 172	-19 728
Revenus d'autres investissements	-774	-857	-169	-1 105	-468	-1 500	-2 905
Revenus secondaires	-1 827	112	-972	327	-1 441	-3 546	-2 360
Solde du compte capital	-45	-2	-4	-2	-4	-139	-53
<b>Compte financier<sup>1, 2</sup></b>							
<b>Prêt net / emprunt net, du compte financier</b>	<b>-11 074</b>	<b>-11 252</b>	<b>-16 259</b>	<b>-19 988</b>	<b>-10 504</b>	<b>-63 807</b>	<b>-58 573</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	9 923	7 251	15 840	37 650	24 468	120 839	70 663
Investissement direct canadien à l'étranger	5 850	8 109	24 005	9 084	8 234	55 401	47 048
Investissement de portefeuille canadien en titres étrangers	6 731	3 764	5 460	11 564	16 491	35 141	27 519
Titres d'emprunt étrangers	2 495	5 633	3 322	11 558	5 873	11 933	23 008
Instruments du marché monétaire étranger	150	939	104	393	-147	-1 615	1 586
Obligations étrangères	2 345	4 694	3 218	11 165	6 020	13 548	21 421
Actions étrangères et parts de fonds d'investissement	4 236	-1 869	2 138	6	10 618	23 208	4 511
Réserves officielles internationales	2 807	-444	1 740	766	4 696	1 697	4 868
Autres investissements canadiens à l'étranger	-5 465	-4 179	-15 365	16 236	-4 954	28 600	-8 772
Prêts	6 766	-10 953	4 582	-966	-489	23 856	-571
Devises et dépôts	-3 488	9 283	-17 571	12 592	-973	-402	816
Autres actifs	-8 743	-2 508	-2 376	4 610	-3 492	5 146	-9 017
Accroissement net des passifs	20 997	18 503	32 099	57 638	34 972	184 646	129 237
Investissement direct étranger au Canada	21 555	20 620	12 878	14 324	13 930	42 990	69 377
Investissement de portefeuille étranger en titres canadiens	9 547	6 272	17 744	9 236	6 135	83 205	42 799
Titres d'emprunt canadiens	19 361	-411	7 701	-2 748	-1 467	82 237	23 903
Instruments du marché monétaire canadien	-5 996	8 871	3 546	-8 942	-5 152	13 255	-2 521
Obligations canadiennes	25 357	-9 282	4 155	6 194	3 685	68 982	26 424
Actions canadiennes et parts de fonds d'investissement	-9 814	6 684	10 043	11 983	7 601	968	18 896
Autres investissements étrangers au Canada	-10 105	-8 390	1 478	34 078	14 907	58 452	17 061
Emprunts	-1 476	2 564	1 234	535	-4 628	5 731	2 856
Devises et dépôts	-9 296	-10 240	503	33 581	19 276	52 279	14 548
Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs	667	-714	-259	-38	260	442	-344
<b>Divergence (erreurs et omissions nettes)</b>	<b>4 136</b>	<b>5 204</b>	<b>-2 081</b>	<b>-5 494</b>	<b>2 687</b>	<b>-1 453</b>	<b>1 766</b>

1. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

2. Dans le compte financier, un signe positif indique une augmentation de l'investissement et un signe négatif indique une diminution de l'investissement.

**Tableau 2**  
**Compte courant – Données désaisonnalisées**

	Premier trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	2012	2013
millions de dollars							
<b>Recettes du compte courant</b>	<b>159 234</b>	<b>161 253</b>	<b>164 005</b>	<b>164 689</b>	<b>171 478</b>	<b>629 007</b>	<b>649 181</b>
Biens et services	139 368	140 592	142 693	143 257	149 917	546 614	565 910
Biens	118 069	119 055	121 022	121 218	127 723	462 528	479 364
Services	21 299	21 537	21 671	22 039	22 195	84 086	86 546
Voyages	4 477	4 502	4 585	4 637	4 614	17 388	18 201
Transport	3 456	3 485	3 477	3 491	3 468	13 508	13 910
Services commerciaux	13 014	13 200	13 252	13 535	13 749	51 597	53 001
Services gouvernementaux	352	350	357	376	364	1 593	1 435
Revenus primaires	17 361	17 372	18 819	18 324	18 848	72 646	71 877
Rémunération des employés	305	306	308	316	325	1 205	1 235
Revenus de placements	17 056	17 066	18 511	18 008	18 523	71 441	70 642
Revenus d'investissements directs	10 402	10 285	11 527	10 757	10 775	45 390	42 971
Intérêts	909	841	804	773	749	3 371	3 327
Bénéfices	9 493	9 444	10 724	9 984	10 026	42 019	39 644
Revenus d'investissements de portefeuille	5 330	5 415	5 621	5 806	6 133	20 574	22 172
Intérêt sur les titres d'emprunt	1 326	1 420	1 492	1 546	1 648	4 938	5 783
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	4 004	3 995	4 129	4 260	4 485	15 636	16 388
Revenus d'autres investissements	1 325	1 367	1 362	1 445	1 615	5 478	5 499
Revenus secondaires	2 504	3 289	2 493	3 108	2 712	9 747	11 394
Transferts privés	712	1 316	725	738	756	2 921	3 491
Transferts des gouvernements	1 792	1 973	1 768	2 370	1 956	6 826	7 903
<b>Paiements du compte courant</b>	<b>174 305</b>	<b>176 625</b>	<b>178 204</b>	<b>180 333</b>	<b>183 864</b>	<b>691 222</b>	<b>709 468</b>
Biens et services	147 108	148 860	150 288	151 356	154 608	582 835	597 612
Biens	119 733	121 005	122 450	123 464	126 162	474 544	486 651
Services	27 375	27 856	27 838	27 892	28 446	108 291	110 961
Voyages	8 879	9 132	9 025	9 125	9 226	35 030	36 161
Transport	5 922	6 044	6 049	6 042	6 110	23 697	24 057
Services commerciaux	12 244	12 351	12 435	12 395	12 780	48 247	49 424
Services gouvernementaux	330	329	330	330	330	1 317	1 319
Revenus primaires	23 832	24 191	24 488	25 590	25 991	95 093	98 102
Rémunération des employés	833	840	847	854	860	3 241	3 374
Revenus de placements	22 999	23 352	23 641	24 736	25 132	91 852	94 728
Revenus d'investissements directs	10 909	10 655	11 188	11 671	12 125	45 129	44 424
Intérêts	864	875	868	853	836	3 690	3 460
Bénéfices	10 045	9 780	10 320	10 818	11 289	41 439	40 964
Revenus d'investissements de portefeuille	10 118	10 433	10 566	10 783	10 977	39 745	41 900
Intérêt sur les titres d'emprunt	7 196	7 368	7 444	7 569	7 645	28 232	29 577
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	2 922	3 066	3 122	3 213	3 332	11 513	12 323
Revenus d'autres investissements	1 971	2 264	1 887	2 282	2 029	6 977	8 404
Revenus secondaires	3 365	3 574	3 428	3 387	3 265	13 293	13 754
Transferts privés	1 963	1 996	1 997	1 963	1 968	7 760	7 920
Transferts des gouvernements	1 402	1 577	1 431	1 424	1 297	5 534	5 834
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-15 072</b>	<b>-15 373</b>	<b>-14 199</b>	<b>-15 644</b>	<b>-12 386</b>	<b>-62 215</b>	<b>-60 287</b>
Biens et services	-7 740	-8 268	-7 595	-8 099	-4 691	-36 221	-31 702
Biens	-1 664	-1 950	-1 428	-2 246	1 561	-12 016	-7 287
Services	-6 076	-6 319	-6 167	-5 853	-6 252	-24 205	-24 415
Voyages	-4 402	-4 630	-4 440	-4 488	-4 613	-17 643	-17 960
Transport	-2 465	-2 558	-2 572	-2 551	-2 642	-10 188	-10 147
Services commerciaux	770	849	818	1 140	969	3 350	3 576
Services gouvernementaux	21	21	27	46	34	276	116
Revenus primaires	-6 471	-6 819	-5 669	-7 266	-7 143	-22 448	-26 225
Rémunération des employés	-528	-534	-539	-538	-535	-2 037	-2 139
Revenus de placements	-5 942	-6 285	-5 130	-6 728	-6 608	-20 411	-24 086
Revenus d'investissements directs	-508	-370	339	-914	-1 350	260	-1 453
Intérêts	45	-33	-64	-80	-87	-319	-133
Bénéfices	-553	-337	403	-835	-1 263	580	-1 321
Revenus d'investissements de portefeuille	-4 788	-5 019	-4 944	-4 976	-4 844	-19 172	-19 728
Intérêt sur les titres d'emprunt	-5 871	-5 948	-5 952	-6 023	-5 997	-23 294	-23 794
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	1 082	929	1 007	1 047	1 153	4 123	4 066
Revenus d'autres investissements	-646	-897	-525	-837	-414	-1 500	-2 905
Revenus secondaires	-861	-285	-934	-279	-552	-3 546	-2 360
Transferts privés	-1 251	-680	-1 272	-1 225	-1 212	-4 839	-4 428
Transferts des gouvernements	390	395	337	946	659	1 293	2 069



**Données offertes dans CANSIM : tableaux 376-0012, 376-0013, 376-0101 à 376-0108, 376-0121, 376-0122 et 376-0124.**

**Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 1534, 1535, 1536 et 1537.**

Les données de la balance des paiements internationaux pour le deuxième trimestre seront diffusées le 28 août.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denis Caron au 613-951-1861 ([denis.caron@statcan.gc.ca](mailto:denis.caron@statcan.gc.ca)), Division du commerce et des comptes internationaux.

---

## Étude : L'écart de revenus entre les immigrants très instruits et ceux qui le sont moins à l'arrivée au Canada, 1984 à 2007

Une nouvelle étude révèle que l'avantage salarial relatif qu'ont les immigrants ayant fait des études universitaires par rapport à leurs homologues moins instruits peu après leur arrivée au Canada s'est resserré au cours des 30 dernières années. Cependant, la croissance du revenu selon la durée de la résidence au Canada reste plus forte chez les immigrants ayant fait des études universitaires que chez leurs homologues moins instruits, si bien que les plus scolarisés ont des revenus plus élevés à moyen terme. Cette tendance est observable chez les immigrants arrivés à différentes périodes ainsi que chez les immigrants de la catégorie économique et de celle de la catégorie du regroupement familial.

Dans le document de recherche intitulé « Le modèle de sélection selon le capital humain et les résultats économiques à long terme des immigrants », on examine les tendances des différences de revenus selon le niveau de scolarité parmi les immigrants arrivés au Canada au cours de la période allant du début des années 1980 au milieu des années 2000. Ce document porte sur deux questions : La baisse bien documentée des revenus initiaux des immigrants ayant été observée au cours des 25 dernières années varie-t-elle selon le niveau de scolarité et la catégorie d'admission? L'avantage salarial des immigrants très instruits par rapport à celui de leurs homologues qui le sont moins évolue-t-il selon la durée de la résidence au Canada?

Les données révèlent que les immigrants titulaires d'un diplôme universitaire qui sont arrivés dans les années 1980 et au début des années 1990 avaient des revenus initiaux nettement plus élevés que ceux de leurs homologues moins instruits. Toutefois, cette tendance a changé pour ceux qui sont arrivés dans les années 2000. Dans le cas des demandeurs principaux de la catégorie économique — ceux qui sont sélectionnés au moyen du système de points — l'avantage salarial initial n'a pas cessé de diminuer pour les groupes successifs d'immigrants très instruits et, au début du siècle, celui-ci était nettement plus faible.

Ainsi, les demandeurs principaux de la catégorie économique de sexe masculin arrivés entre 1984 et 1988 et titulaires d'un baccalauréat gagnaient 52 % de plus pendant les cinq premières années suivant leur arrivée que leurs homologues détenant un diplôme d'études secondaires. Cet avantage salarial est tombé pour passer à 39 % chez ceux qui sont arrivés entre 1989 et 1993, puis à 13 % chez ceux qui sont arrivés entre 2004 et 2007. La réduction de l'avantage économique relatif des immigrants ayant un niveau de scolarité plus élevé découlait d'une baisse des revenus initiaux réels (après inflation) chez les immigrants plus instruits appartenant à la catégorie économique. La baisse des revenus initiaux réels n'a pas été observée parmi les demandeurs principaux de la catégorie économique qui étaient diplômés du secondaire ou d'une école de métiers ni parmi les immigrants de la catégorie du regroupement familial.

Cependant, l'avantage salarial des nouveaux immigrants titulaires d'un diplôme universitaire par rapport aux immigrants moins instruits a augmenté en fonction de la durée de la résidence au Canada. Ainsi, chez ceux qui sont arrivés entre 1989 et 1993, l'avantage salarial des demandeurs principaux de la catégorie économique de sexe masculin titulaires d'un baccalauréat par rapport à ceux qui détenaient un diplôme d'études secondaires est passé de 39 % pendant les 5 premières années de résidence au Canada à 58 % après 16 à 20 années de résidence au Canada.

Chez ceux qui sont arrivés au cours de la période allant de 1999 à 2003, l'avantage salarial d'un baccalauréat par rapport à un diplôme du secondaire passait de 6 % pendant les 5 premières années à 17 % après 6 à 10 années de résidence au Canada. On observait des tendances comparables chez les demandeurs principaux de la catégorie économique de sexe féminin.

### Note aux lecteurs

Les données proviennent de la Banque de données administratives longitudinales, qui constitue un échantillon longitudinal de 20 % de l'ensemble des Canadiens qui produisent une déclaration de revenus. Tous les immigrants qui sont arrivés entre 1984 et 2007 et qui ont produit une déclaration de revenus à un moment donné pendant leur résidence au Canada sont compris dans l'échantillon.

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 4107.**

Le document de recherche « Le modèle de sélection selon le capital humain et les résultats économiques à long terme des immigrants », qui fait partie de la série *Direction des études analytiques : documents de recherche* (11F0019M), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Des études semblables peuvent être consultées dans le module [Mise à jour sur la recherche sociale](#) de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez Marc Frenette au 613-951-3852 ([marc.frenette@statcan.gc.ca](mailto:marc.frenette@statcan.gc.ca)), Division de l'analyse sociale.

---

## Les scieries, mars 2014

La production de bois d'œuvre des scieries a augmenté de 10,2 % par rapport à février pour passer à 5 184,1 milliers de mètres cubes en mars. Comparativement à mars 2013, la production de bois d'œuvre s'est accrue de 2,7 %.

En mars, les livraisons des scieries se sont fixées à 4 383,6 milliers de mètres cubes de bois d'œuvre, en hausse de 8,6 % par rapport à février.

**Données offertes dans CANSIM : tableaux 303-0064 et 303-0065.**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2134.**

Le numéro de mars 2014 de la publication *Scieries*, vol. 68, n° 3 (35-003-X), sera accessible sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Disponibilité des aliments, 2013

Les données sur la disponibilité des aliments, par personne, pour des produits sélectionnés ainsi que les données sur l'offre et l'utilisation de ces produits sont maintenant offertes pour 2013.

### **Note aux lecteurs**

*Les séries de données sur la disponibilité des aliments sont le résultat d'un partenariat entre Agriculture et Agroalimentaire Canada et Statistique Canada.*

**Données offertes dans CANSIM : tableaux 002-0010 et 002-0011.**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3475.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Coup d'œil sur l'agriculture canadienne, année de recensement 2011

L'article « L'engraissement des sols nourrit la population » est maintenant accessible. Il s'agit du quatrième article d'*Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne*, un recueil d'articles analytiques basés sur les données du Recensement de l'agriculture de 2011.

### Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3438.

L'article « L'engraissement des sols nourrit la population » de la publication *Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne* (96-325-X) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

La publication *Données sur les exploitations et les exploitants agricoles*, Recensement de l'agriculture de 2011 (95-640-X), est également accessible. Elle contient toutes les variables relatives aux exploitations et aux exploitants agricoles pour 2011, et permet aux utilisateurs de rechercher des données par unité géographique et par variable aux échelons national, provincial et infraprovincial.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Nouveaux produits et études

---

### Nouveaux produits

**Un coup d'oeil sur l'agriculture canadienne**, année de recensement 2011  
Numéro au catalogue 96-325-X (HTML | PDF)

### Nouvelles études

**Direction des études analytiques : documents de recherche : « Le modèle de sélection selon le capital humain et les résultats économiques à long terme des immigrants », n° 361**  
Numéro au catalogue 11F0019M2014361 (HTML | PDF)

L'engraisement des sols nourrit la population  
**Un coup d'oeil sur l'agriculture canadienne**



### **Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada**

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>